

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 13 au 19 octobre 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : la croissance.....2

Le graphique de la semaine : 2

En bref 3

Actualités macroéconomiques 3

CONJONCTURE 3

FINANCES PUBLIQUES 3

MARCHE DU TRAVAIL 4

Actualités commerce et investissement 5

COMMERCE 5

Actualités financières 6

REGLEMENTATION FINANCIERE 6

MARCHES FINANCIERS 6

Le chiffre de la semaine : la croissance

Selon l'ONS, le PIB du Royaume-Uni a enregistré une croissance trimestrielle de **+0,7 % en août 2026**, après **+0,5 % en juillet**. Cette progression est portée

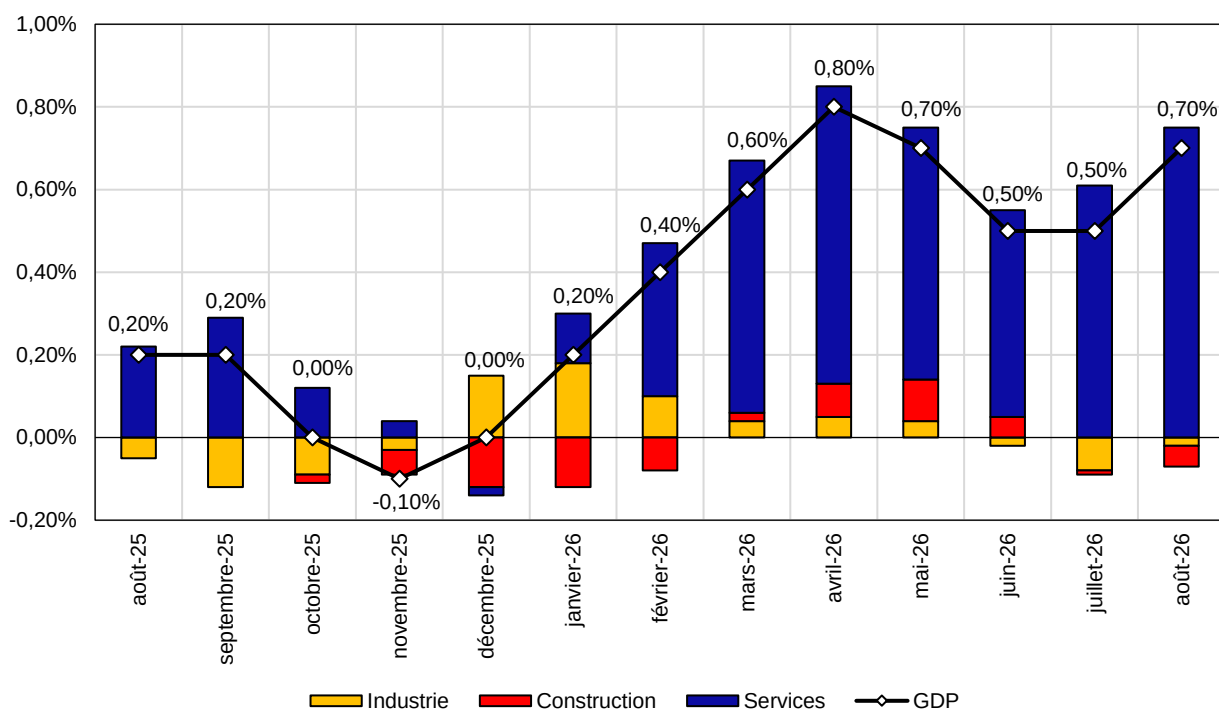
par le secteur des services, en hausse de +0,9 %, avec une augmentation dans 10 des 14 sous-secteurs ; les contributions positives les plus importantes proviennent des activités spécialisées, scientifiques et techniques (+2,8 %) et de l'information et la communication (+2,8 %). À l'inverse, le secteur de l'industrie se contracte (-0,2 %), sous l'effet notamment de la baisse de l'activité dans les services liés à l'eau et à la gestion des déchets (-3,1 %) et dans les activités extractives (-0,6 %). La construction affiche également une dynamique négative (-1,0 %) en lien avec le recul de la fabrication de métaux de base (-2,7 %). **En données mensuelles, la croissance n'atteint que +0,1 % en août, après +0,4 % en juillet, supérieure toutefois aux anticipations des marchés (-0,1 %).** Cette légère progression est portée par le dynamisme de l'industrie (+0,8 %), notamment manufacturière (+1,2 %). La fabrication de produits pharmaceutiques (+5,1 %) et celle des équipements de transport (+1,8 %) ont constitué les principales contributions positives. À l'inverse, les services ont stagné et la construction s'est contractée (-0,2 %). Les évolutions mensuelles demeurent toutefois volatiles et doivent être interprétées avec prudence.

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,7 %

Le graphique de la semaine :

Contributions à la croissance trimestrielle de l'économie britannique (%)



Source : SER de Londres, à partir des données de l'ONS.

En bref

- Depuis le 13 octobre, la livre sterling s'est appréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3318 \$ (+0,5 %). La livre sterling s'est également appréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1870 € (+0,3 %).
- Au 19 octobre, le rendement du *gilt* à 10 ans s'établit à 5,43 % (–2,5 pdb par rapport à la semaine précédente), celui du *gilt* à 30 ans baisse à 5,90 % (–2,5 pdb).
- Le recours en justice contre le mécanisme de compensation (voir [Brèves n° 14](#)) mis en place par la Financial Conduct Authority (FCA) dans le cadre de l'affaire des crédits automobiles (« *car finance* ») [sera examiné](#) au tribunal en février 2027.
- La Prudential Regulation Authority et la Financial Conduct Authority [confirment](#) l'assouplissement du cadre encadrant les prêts immobiliers à haut taux d'endettement conformément à la consultation lancée en avril (voir [Brèves n°14](#)).
- Le [Financial Times](#) rapporte que le nombre de comptes d'épargne individuels (*ISA – Individual Savings Account*) avec des encours supérieurs à 1 M£ est en hausse de 50 % sur un an.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

Le FMI relève sa prévision de croissance britannique pour 2026, mais anticipe un ralentissement en 2027 sous l'effet du choc énergétique. Dans ses dernières [prévisions](#), le FMI table désormais sur une croissance du PIB britannique de 1,3 % en 2026, contre 1 % dans ses prévisions de juillet. Le Royaume-Uni devrait ainsi afficher la deuxième croissance la plus élevée du G7, à égalité avec l'Allemagne. La résilience de l'économie britannique s'expliquerait notamment par l'essor de l'intelligence artificielle et la bonne tenue des services aux entreprises. La croissance britannique ralentirait toutefois à 1,2 % en 2027, pénalisée par la hausse des prix de l'énergie et des taux d'intérêt à long terme, qui pèseraient sur la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Le FMI relève également sa prévision d'inflation pour 2027 à 2,8 %, après 3,3 % en moyenne en 2026, ce qui suggère une décrue plus progressive des tensions inflationnistes. Sur le plan budgétaire, l'institution estime que le Royaume-Uni figure parmi les rares grandes économies en voie de stabilisation de sa dette publique et devrait afficher le plus faible déficit public du G7 en 2031.

Finances publiques

Selon le [Financial Times](#), le chancelier britannique devrait présenter lors du Budget un ensemble de mesures de soutien au pouvoir d'achat et d'éventuels allègements fiscaux, intégralement compensés par des hausses d'impôts ou des réductions de dépenses. Le Budget serait ainsi « *scorecard positive* » en 2029-2030, dernière année de la législature, c'est-à-dire que les nouvelles dépenses discrétionnaires seraient entièrement financées. Cette approche s'inscrit dans les recommandations du FMI, qui appelle les gouvernements à financer les nouvelles dépenses et baisses d'impôts afin de préserver la crédibilité de leur trajectoire budgétaire. La marge de manœuvre

budgétaire du gouvernement s'est toutefois réduite sous l'effet du conflit entre les États-Unis et l'Iran, réduisant de près de moitié le *headroom* (voir [Brèves n°37](#)).

Le chancelier britannique écarterait l'alignement de l'impôt sur les plus-values sur celui de l'impôt sur le revenu. Selon le [Financial Times](#), John Healey a rejeté les appels de plusieurs figures travaillistes à aligner les taux de *capital gains tax* (CGT) sur ceux de l'impôt sur le revenu, une proposition qui a suscité des inquiétudes chez les investisseurs et les entrepreneurs. Plusieurs responsables proches du Premier ministre Andy Burnham, dont Louise Haigh et Wes Streeting, avaient soutenu un rapprochement des deux fiscalités, présenté par ses partisans comme une source potentielle de recettes supplémentaires. La CGT s'élève actuellement à 24 % pour les contribuables soumis au taux supérieur, contre un taux marginal pouvant atteindre 45 % pour l'impôt sur le revenu. Selon des [estimations](#) du HMRC publiées en juin 2025, une hausse de dix points du taux supérieur de CGT, toutes choses égales par ailleurs, réduirait les recettes fiscales de 3,6 Md£ en 2028-2029, en raison notamment des changements de comportement.

Le Trésor britannique renforce la sécurité des informations budgétaires pour prévenir les fuites en amont du Budget. Selon les informations du [Financial Times](#) (FT), le chancelier John Healey a instauré de nouveaux protocoles limitant l'accès des fonctionnaires aux mesures budgétaires, avec un suivi électronique renforcé des accès et des partages de documents. Ces mesures font suite aux dysfonctionnements entourant le Budget de l'automne 2025, marqué par la publication accidentelle en ligne du rapport économique et budgétaire de l'OBR avant la prise de parole de Rachel Reeves. Interrogée par le FT, Hannah White, directrice générale de l'*Institute for Government*, souligne toutefois que cette approche suppose que les fonctionnaires sont les principales sources de fuites, alors que celles-ci proviennent souvent « des responsables politiques et de leurs conseillers ».

Marché du travail

Les [formations](#) en apprentissage dans l'enseignement supérieur plafonnent au Royaume-Uni face à la hausse des coûts d'embauche. En Angleterre, le nombre de nouveaux inscrits en *degree apprenticeships* a atteint 25 140 sur les trois premiers trimestres de 2025-2026, soit 6 % de moins qu'en 2024-2025 (26 780). Les entreprises concernées mettent en cause la hausse du salaire minimum des 18-20 ans, l'alourdissement des coûts administratifs et les incertitudes économiques, qui les dissuadent de s'engager dans des formations pouvant durer jusqu'à six ans. Cette tendance intervient alors que le gouvernement souhaite renforcer la formation professionnelle et améliorer les perspectives d'emploi des jeunes, notamment des jeunes sans emploi, ni études, ni formation (NEET).

Le deuxième rapport Milburn devrait recommander de réduire les prestations monétaires versées aux jeunes au profit d'un accompagnement renforcé vers l'emploi. Selon le [Financial Times](#), Alan Milburn, ancien ministre de la santé, chargé d'une mission sur NEET (voir [Brèves n°22](#)), doit présenter après le Budget d'octobre son deuxième rapport, qui devrait notamment recommander la création d'un système

d'indemnisation spécifique pour les moins de 25 ans n'ayant jamais travaillé. Le dispositif reposerait sur une réduction potentielle des prestations en espèces, compensée par un accompagnement renforcé en matière de santé mentale, de formation et d'insertion professionnelle, notamment grâce à une mise en relation avec les employeurs. Le bénéfice de ces aides serait conditionné à la participation des jeunes aux dispositifs d'accompagnement proposés. Le rapport final devrait servir de base à une réforme plus large du système d'accompagnement des jeunes vers l'emploi.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le gouvernement britannique a annoncé de nouvelles [mesures](#) législatives visant à protéger les entreprises contre les pressions économiques exercées par l'Argentine dans le cadre du différend sur les îles Falkland. Ces mesures doivent empêcher l'application de certaines dispositions argentines extraterritoriales aux entreprises britanniques menant des activités commerciales légales dans les îles. Le Royaume-Uni entend ainsi sécuriser les investissements, notamment dans l'exploitation des ressources naturelles et soutenir le développement économique des Falkland. Le gouvernement prévoit de mettre en place ces mesures avant la fin de l'année 2026.

La [British Chambers of Commerce](#) (BCC) s'inquiète du recul des exportations britanniques malgré la résilience de l'économie du pays. Selon les dernières données de l'*Office for National Statistics* (ONS), les exportations britanniques totales de biens ont diminué de 2,8 % en volume en août, après une hausse de 3,5 % en juillet, tandis que celles vers l'UE ont chuté de 7,1 %. Les exportations britanniques de services ont progressé plus modérément, de 0,5 % en volume en août. Sur les trois mois précédant fin août, la valeur des exportations de biens a reculé de 0,5 %, avec une baisse de 3,5 % vers l'UE. À l'inverse, les exportations de services ont augmenté de 1,2 % en valeur sur le trimestre. La BCC appelle le gouvernement à renforcer les aides aux exportateurs, à mieux exploiter les accords commerciaux conclus avec l'Inde et les partenaires du CPTPP et à tirer parti du prochain sommet entre le Royaume-Uni et l'UE pour réduire les coûts et les obstacles techniques au commerce.

Le 13 octobre, le Royaume-Uni et le Canada ont annoncé le renouvellement de leur Partenariat en matière de sécurité de [l'intelligence artificielle](#), afin de mieux anticiper les risques liés au développement des systèmes d'IA les plus avancés. L'accord prévoit un renforcement du partage d'informations sur les capacités émergentes et les risques de l'IA, une coopération accrue sur les méthodes d'évaluation de la sécurité et l'élaboration de normes techniques communes. Les deux pays envisagent également des coopérations entre leurs instituts spécialisés, le UK AI Security Institute et le Canadian AI Safety Institute.

Actualités financières

Réglementation financière

Jessica Rusu, directrice des données, de l'information et de la veille stratégique de la FCA, détaille la vision du régulateur sur le déploiement de l'intelligence artificielle (IA) dans les services financiers et la mise en œuvre d'un régulateur agentique. La FCA met l'accent sur trois priorités à mesure que les systèmes d'IA deviennent plus autonomes. Premièrement, le consommateur doit rester au centre du déploiement : les entreprises doivent s'assurer que l'IA améliore réellement les services, sans créer de biais, d'exclusions ou de décisions difficiles à comprendre pour les clients. Deuxièmement, la responsabilité doit rester claire. Même lorsqu'une décision est prise ou assistée par un système d'IA, une personne ou une gouvernance identifiable au sein de l'entreprise doit pouvoir en répondre, afin d'éviter une dilution des responsabilités. Troisièmement, les entreprises doivent anticiper les défaillances. La FCA attend qu'elles identifient les risques opérationnels liés à l'IA, réalisent des stress tests et disposent de plans de continuité d'activité en cas d'incident. Le régulateur souhaite aussi devenir un « régulateur agentique », utilisant l'IA pour renforcer sa propre supervision. Jessica Rusu évoque notamment le suivi des dispositifs anti-fraude des quelque 60 000 entreprises qui entreront dans le périmètre de la FCA. Le régulateur souhaite mettre en œuvre les recommandations de la Mills Review (voir [Brèves n°29](#)) par l'engagement avec le secteur, des expérimentations et des actions concrètes. Le régulateur note enfin une forte adoption de l'IA par le secteur, avec 86 % des entreprises sondées déclarant faire usage de cette technologie (enquête conjointe avec la Banque d'Angleterre qui sera publiée prochainement).

Andrew Bailey appelle les régulateurs à s'emparer de la question de la responsabilité juridique des agents IA. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, et Président du Conseil de Stabilité Financière (FSB), s'exprimait lors d'un panel dans le cadre des assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale à Bangkok. Andrew Bailey a indiqué que les consommateurs pouvaient être « induits en erreur » quant à la responsabilité légale en jeu lors de la création d'un agent IA qui effectuerait des paiements ou des transactions financières au nom d'un consommateur. D'après lui, les agents IA sont des agents économiques mais ne sont pas reconnus responsables par les systèmes juridiques actuels, ce qui pose une question de responsabilité. Il appelle les régulateurs à s'emparer de ce sujet.

Marchés financiers

Des propos du Chancelier John Healey renforcent les craintes du secteur financier concernant une augmentation de leur fiscalité. A l'occasion des assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale, le Chancelier a indiqué qu'il allait devoir « prendre des décisions » concernant le secteur des services financiers. Une option envisagée d'après des membres de l'industrie financière serait une augmentation de la surcharge d'impôt sur les sociétés payée par les banques (*bank surcharge*) de 3 à 8 %, revenant à son niveau d'origine avant un abaissement par l'ancien Chancelier Jeremy Hunt (abaissement qui avait pris effet en même temps que la hausse du taux d'impôt tous secteurs confondus). Le Directeur Général de l'association d'intérêts UK Finance, David Postings, indique dans [une lettre](#) envoyée au Chancelier cette semaine qu'une

telle augmentation de la *bank surcharge* réduirait le volume de prêt de 10 Md£ d'ici 2029 et serait une menace pour l'investissement dans le pays.

D'après le [Financial Times](#), la Prudential Regulation Authority (PRA) examinerait si des traders de Barclays ont sous-estimé le risque d'expositions au crédit privé en les classant dans le livre de négociation (*trading book*) plutôt que dans le livre bancaire (*banking book*). La plainte, émanant d'un lanceur d'alerte interne, porterait sur des *total return swaps* (TRS), des dérivés permettant à la banque de financer des prêts de crédit privé tout en transférant leur performance économique à un client. Le crédit privé regroupe des prêts accordés hors des marchés publics, souvent peu liquides et difficiles à revendre. Or, dans le *banking book*, ces actifs sont détenus jusqu'à échéance et nécessitent généralement davantage de fonds propres, tandis que le *trading book* concerne des positions destinées à être revendues rapidement. Les traders concernés soutiendraient que leurs TRS étaient couverts par des contrats symétriques conclus avec d'autres contreparties : Barclays paierait à un client la performance d'un prêt de crédit privé, tout en recevant elle-même cette même performance d'une autre institution via un TRS inverse. La banque serait ainsi, en apparence, neutre au risque, ce qui justifierait un traitement en *trading book*. Cette classification permettrait en pratique de maximiser les profits en immobilisant moins de fonds propres, donc en libérant du capital pour d'autres activités. La PRA devrait déterminer si ce montage rend réellement la position liquide et négociable, ou s'il a permis de réduire indûment les exigences de fonds propres.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtrésor.gouv.fr